

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 027- 2023
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE

**Arrêté portant délégation de fonctions et de signature
à Mme Marion PUTIN, fonctionnaire territoriale
titulaire**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-30, R. 2122-8 et R. 2122-10,

Vu le Code civil, notamment son article 99-1,

Vu la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle,

Vu la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique et au dispositif pérenne,

Vu la loi n° 2022-301 du 2 mars 2022 relative au choix du nom issu de la filiation et apportant modifications aux règles relatives au nom d'usage, au changement de nom et au changement de prénom,

Vu le décret n°2017-889 du 6 mai 2017 relatif au transfert aux officiers de l'état civil de l'enregistrement des déclarations, des modifications et des dissolutions des pactes civils de solidarité,

Vu le décret n°2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil,

Vu le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 28 mai 2020,

Vu le procès-verbal d'élection du maire et des adjoints du 28 mai 2020,

Considérant qu'il convient de faciliter le bon fonctionnement des services publics municipaux, notamment les formalités relatives au service de l'état civil,

ARRETE

Article 1

Mme Marion PUTIN agent administratif territoriale, fonctionnaire territoriale de la commune, est déléguée, sous ma surveillance et sous ma responsabilité, à l'effet d'exercer les fonctions d'officier d'état civil ci-après :

- la réalisation de l'audition commune ou des entretiens séparés, préalables au mariage ou à sa transcription ;
- les déclarations de reconnaissance d'enfants, de naissance, de décès, d'enfants sans vie,
- la déclaration de changement de prénom,
- de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom, du consentement d'un enfant majeur à la modification de son nom en cas de changement de filiation,
- de déclaration de changement de nom issu de la filiation d'une personne majeure et de son enfant de moins de 13 ans, du consentement de l'enfant de plus de treize ans à son changement de nom,
- la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres de l'état civil,
- l'annulation et la rectification des erreurs matérielles ou omissions qui peuvent faire l'objet d'une rectification par l'officier de l'état civil en application de l'article 99-1 du Code civil,
- l'enregistrement des déclarations, des modifications et des dissolutions des pactes civils de solidarité (PACS),
- de même que pour dresser tous actes relatifs aux déclarations ci-dessus.
- Les autorisations de fermeture de cercueil,

Les actes ainsi dressés comporteront la seule signature de Mme Marion PUTIN, fonctionnaire déléguée.

Article 2

Mme Marion PUTIN, fonctionnaire titulaire de la commune, déléguée pour la réception des déclarations, la rédaction, la transcription et la mention en marge des actes de l'état civil prévus par le présent arrêté, peut valablement délivrer toutes copies et extraits, quelle que soit la nature des actes.

Article 3

Mme Marion PUTIN, fonctionnaire titulaire de la commune, peut également mettre en œuvre la procédure de vérification prévue par les dispositions du chapitre II du titre II du décret n°2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil.

Article 4

La signature par cet agent délégué des pièces et actes prévus aux articles 1 et 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule suivante : « L'officier de l'état civil, par délégation du maire, et le nom et le grade de l'agent délégué signataire ».

Article 5

Délégation est également donnée à Mme Marion PUTIN, agent administratif territoriale, fonctionnaire territoriale de la commune, sous ma surveillance et sous ma responsabilité, pour procéder aux légalisations de signatures prévues à l'article L. 2122-30 du Code général des collectivités territoriales.

Article 6

La présente délégation prend effet dès que l'arrêté sera exécutoire. Elle prendra fin au cas où les délégataires viendraient à cesser leurs fonctions au service de la commune et en tout état de cause à l'expiration du mandat du conseil municipal actuellement en place.

Cette délégation pourra prendre fin à tout moment.

Article 7

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié dans les conditions habituelles.

Article 8

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 9

Ampliation du présent arrêté sera adressée à M. le Préfet de l'Ain et à M. le Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse.

Montrevel-en-Bresse, le 1^{er} mars 2023
Le maire, Jean-Yves BREVET

